

social-syndicats-grèves-manifestation-entreprises-emploi

Journée d'action du 17 septembre: la CGT rejointe par Solidaires, FSU et des syndicats de jeunesse

Paris, 27 août 2020 (AFP) - Près de deux mois après l'appel de la CGT à une journée de grèves et de manifestations le 17 septembre, la FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse (Fidl, MNL, Unef, UNL) ont rejoint l'appel, dans un communiqué commun publié jeudi.

"La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites", écrivent les sept organisations.

Elles appellent à "une première journée d'action" le 17 septembre, "selon des modalités à définir dans les secteurs professionnels et les territoires (grèves, manifestations, rassemblements, etc.)".

Le 9 juillet, juste après avoir été reçu par Jean Castex, alors fraîchement nommé Premier ministre, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, avait appelé à une journée de grèves et de manifestations le 17 septembre. "Après la rencontre avec le Premier ministre, toujours rien de concret pour l'emploi et les salaires. Il faut passer des paroles aux actes", avait expliqué la CGT.

Les sept organisations exigent la gratuité des masques pour les collégiens, les lycéens et les étudiants.

"La réduction du temps d'exposition également nécessaire induit de discuter de l'organisation, des conditions de travail et réduction du temps de travail", ajoutent-elles, réclamant une réduction du temps de travail "sans perte de salaire", au lendemain de l'appel de Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, à "rouvrir le débat" sur le temps de travail.

"Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation", ajoutent les syndicats.

Force ouvrière, qui a bataillé cet hiver avec la CGT contre la réforme des retraites, ne s'associe pas à cet appel.

Mais elle rejoint une large partie de leurs positions, dans un communiqué séparé réagissant à la conférence de presse de Jean Castex consacrée à l'épidémie.

FO "conteste" le fait que la prise en charge des masques ne soit pas systématique pour les élèves.

Elle "réitère sa revendication que les aides publiques soient (...) évaluées quant à leur efficacité sur l'emploi, conditionnées systématiquement à l'interdiction des licenciements et du versement de dividendes et contrôlées en conséquence".

La confédération estime "indispensable" que le plan de relance "conduise au maintien et à la relocalisation d'industries et de services et s'accompagne d'une action résolue contre la spéculation boursière improductive et l'évasion fiscale, ainsi que de la responsabilisation des donneurs d'ordres sur les sous-traitants".

bow/bfa/bma

2020/08/27 16:02:22 GMT+02:00

MSE04928 #492468 DGTE 1179 OXW02 (4) AFP (402)